



Photo : Guillaume Simoneau

Le chef de la Coalition avenir Québec a passé l'été le nez dans les livres, y compris le sien ! Assis à sa table de pique-nique, dans son jardin d'Outremont, François Legault a rédigé un bouquin de plus de 200 pages, à mi-chemin entre la biographie et la plate-forme électorale de son parti.

« C'est mon premier livre, ce n'est pas simple, mais j'en suis très fier ! Je parle de ma vision du Québec, de mon évolution sur la question nationale et du projet Saint-Laurent, qu'on propose aux Québécois », dit-il, ajoutant que la recherche a duré plusieurs mois. « On a fait une analyse de ce qui a bien fonctionné ailleurs, dans une douzaine d'endroits, et qu'on pourrait importer ici. On ne fait pas assez ça au Québec. On a étudié Silicon Valley, la route 128 à Boston, Tel-Aviv, Stockholm, Zurich, Cambridge... »

Rentrée parlementaire Legault veut remplacer le PLQ comme parti de l'économie

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:04 -

Ce livre sera au cœur d'un automne occupé pour la CAQ. Il sortira quelques semaines avant le grand congrès du parti, à Québec, à la mi-novembre, où François Legault subira son premier vote de confiance des militants. La Coalition enclenchera également ses activités de financement afin d'être prête à des élections le printemps prochain.

Car François Legault n'entend pas reculer, malgré les sondages qui le placent troisième, derrière le PQ et le PLQ. « Si le Parti québécois ne change pas de cap sur le plan économique cet automne, on votera contre le budget en mars prochain. L'heure de vérité a sonné », lance-t-il, sans hésitation.

L'actualité a rencontré le chef de la CAQ chez lui, au début d'août, afin de faire le point sur ses priorités de l'automne et la nouvelle dynamique à l'Assemblée nationale depuis que le Parti libéral du Québec s'est choisi un chef.

À LIRE AUSSI :

- [Rentrée parlementaire : Pas d'abolition du Sénat sans la signature du Québec au bas de la Constitution, prévient Philippe Couillard](#)
- [Rentrée parlementaire : Québec solidaire misera sur l'énergie pour se démarquer](#)

* * *

Pourquoi avez-vous décidé d'écrire un livre, c'est plutôt rare pour un chef en fonction ?

Je veux expliquer pourquoi je propose des changements aux Québécois. Je fais de la politique pour éliminer l'écart de richesse avec le reste du Canada et l'Amérique du Nord. Je voulais le documenter.

Je veux aussi être capable de passer le test de la crédibilité, montrer que c'est faisable et

expliquer comment on y arrivera. Des économistes, des experts et des chroniqueurs vont lire et analyser mon livre. Le projet Saint-Laurent, qui vise à créer une vallée de l'innovation le long du fleuve, est un beau projet. Ça touche l'accès aux berges, la beauté, la qualité de vie. Une partie plus économique parle d'emplois, des mesures qu'on prendra avec les universités, par exemple.

Un test de crédibilité ? Vous voulez répondre aux critiques qui disent que les politiciens font des promesses sans savoir comment les réaliser ?

Absolument. Et ça contribue au cynisme. Que ce soit la « réingénierie » de l'État de Jean Charest ou l'abolition de la taxe santé par Pauline Marois, les gens sont découragés [par les promesses non tenues]. Il faut redoubler d'efforts pour convaincre la population qu'on a fait nos devoirs, que c'est réalisables et qu'on va le faire. C'est mon plus gros défi actuellement. Les gens ont perdu confiance envers la classe politique. Et la commission Charbonneau ajoute encore au cynisme

L'étiquette « tous pareils » qu'on entend souvent à propos des politiciens serait plus dommageable pour la CAQ que pour les autres partis ?

Oui. On est plus affecté par le désabusement de la population parce qu'on essaie de proposer quelque chose de nouveau. Avant, on avait deux partis, un souverainiste et un fédéraliste. On veut mettre ça de côté et avoir une nouvelle approche. Pour y arriver, les gens doivent écouter, sinon, ils sont portés à revenir à leur ancien réflexe, qui est de voter fédéraliste libéral ou souverainiste péquiste. Nous, c'est le Québec d'abord.

À quel point le projet Saint-Laurent est-il important pour votre parti ? On a l'impression qu'il sera au cœur de votre plate-forme électorale.

Comme vous allez le voir dans mon livre, ce sera plus large que le projet Saint-Laurent. Le volet création d'emplois de qualité, c'est important. Mais on aura tout un volet sur le répit fiscal qu'on veut accorder aux contribuables. Jean Charest avait promis de réduire les impôts de cinq milliards de dollars sur cinq ans et Pauline Marois avait promis d'abolir la taxe santé. Et rien ne s'est produit, même que Marois augmente les taxes scolaires. Il faut convaincre les Québécois que c'est possible de faire le ménage dans les finances de l'État et de créer de la

richesse pour donner un répit fiscal aux familles. Ce sera une partie importante de nos propositions. La classe moyenne doit en avoir plus dans ses poches. Les gens sont près du point de rupture concernant les taxes et les impôts. Je le sens sur le terrain, il y a de la grogne.

N'est-ce pas illusoire de penser qu'on peut baisser les impôts de manière substantielle au Québec, avec les besoins en éducation et en santé ? Les Québécois vont dire « une autre promesse sans fondement d'un politicien ».

De là l'importance du livre. On va parler de la manière d'augmenter le revenu moyen des gens et la manière de réduire les dépenses. C'est concevable qu'on arrive à convaincre la population.

L'économie a souvent été associée au Parti libéral. Vous souhaitez vous imposer sur leur terrain ?

Tout à fait. Philippe Couillard ne connaît pas l'économie. Pendant les six mois de course à la direction du PLQ, il n'a pas sorti une seule idée originale pour créer des emplois. La plus grande différence entre lui et moi, c'est ma détermination à faire les changements nécessaires. On ne soupçonne pas la résistance aux changements, dans les syndicats comme dans les entreprises. Actuellement, tout le monde a son petit bonbon dans son industrie, son petit crédit d'impôt. Il faut du courage politique pour proposer une nouvelle approche et une nouvelle stratégie de développement économique. Ce qu'on veut, c'est remanier les deux milliards de dollars de crédits d'impôt versés aux entreprises à chaque année. Il faut pouvoir aider certaines entreprises qui créent des emplois à 20, 30, 40 dollars l'heure. Certaines y gagneront, mais d'autres y perdront. Ça prend un courage que Couillard n'aura pas. Et au PQ, oubliez ça, c'est l'une des raisons pour lesquelles je suis parti.

On doit également réduire certaines dépenses et créer de la richesse. Décentraliser, enlever des niveaux de structure, rendre les gens plus imputables, ainsi de suite. Je ne vois pas pourquoi Philippe Couillard réussirait là où le PLQ a échoué pendant neuf ans. Je ne vois pas cette détermination en lui.

Philippe Couillard est en tête dans les sondages. À quel point cela rebrasse les cartes de la joute politique ?

Ça change la donne. Mais je suis bien placé pour savoir qu'une lune de miel ne dure pas éternellement ! Le cynisme et le manque d'écoute de la population font qu'on ne peut pas se fier aux sondages. On surfe sur des impressions. Les idées et le contenu, ça ne se rend pas aux gens.

Outre le projet Saint-Laurent et l'économie, quelles sont vos autres priorités pour l'automne ?

On va continuer de suivre de près la lutte contre la corruption. On a un porte-étendard fantastique avec Jacques Duchesneau. Il ne semble pas que les négociations aient commencé avec les firmes de génie et les compagnies de construction pour récupérer l'argent qu'elles ont volé aux Québécois. Il y a une opportunité exceptionnelle. On a une monnaie d'échange avec les contrats du gouvernement. Elles doivent payer. En revanche, on ne peut pas bêtement les bannir pendant cinq ans des appels d'offres et les laisser faire faillite. Il y a des emplois de qualité en jeu. Les SNC-Lavalin et Dessau ont toujours fait la fierté des Québécois. On doit être créatif et trouver des solutions. Dire clairement que c'est inacceptable, qu'il doit y avoir réparation, mais qu'il faut tourner la page et avancer. Pour y arriver, ça prendrait une équipe d'expérience en économie, ce que n'a pas le gouvernement. Nous, avec Christian Dubé et Stéphane Le Bouyonnet, nous avons ce qu'il faut. Ce sont des gestionnaires, des entrepreneurs.

Ensuite, il y aura le débat sur les valeurs québécoises. J'attends de pied ferme Philippe Couillard. Je crois que ce sera son moment de vérité. L'approche du Parti libéral de Couillard est « le Canada d'abord », le multiculturalisme avant tout. Il n'a pas montré qu'il veut défendre les valeurs québécoises, qui ne sont pas les mêmes qu'au Canada anglais. Sur la langue, il a même refusé de discuter d'améliorations à la loi 101. Du côté du PQ, c'est « le Québec seulement », une certaine fermeture. Nous, ce sera « le Québec d'abord », une approche équilibrée, avec le respect de l'égalité hommes-femmes et le respect de la tradition catholique du Québec.

C'est un sujet délicat, on l'a vu avec le débat sur le turban au soccer ce printemps. Les braises des feux allumés par les accommodements religieux ne sont pas éteintes. Est-ce qu'on peut avoir un débat posé ?

On doit avoir ce débat. On est rendu à l'étape de légiférer, pas de consulter. J'espère que le gouvernement proposera des lois. J'ai étudié plusieurs points de vue cet été, allant de Gérard

Bouchard à Mathieu Bock-Côté. Je suis prêt à faire ce débat, qui est important. C'est une question d'identité. Quand on propose une idée comme notre projet Saint-Laurent, ça peut seulement fonctionner avec un peuple qui porte ce projet, qui est confiant et fier. Il y a une notion identitaire là-dedans.

Les Québécois ne veulent pas entendre parler de souveraineté, mais ne sont pas prêts à épouser les valeurs du Canada anglais, qui est multiculturaliste. Au Québec, il y a une majorité francophone — vulnérable en Amérique du Nord — qui a un passé catholique. On ne peut pas avoir la même approche que le Canada. Le Québec doit davantage défendre son identité.

On aura l'occasion de prendre position. Il y a même une section de mon livre sur le sujet, alors je ne peux pas trop en révéler. Mais on est rendu à l'étape de donner des guides, de se positionner sur les employés de l'État. Il y a eu la loi 101 sur la langue. On est maintenant à l'étape des lois sur les valeurs québécoises.

Concernant la langue, le gouvernement Marois veut donner un tour de vis à la loi 101, et le PLQ refuse. On vous sent assis entre deux chaises. Est-ce pour ne pas vous aliéner l'électorat francophone et anglophone ? Où vous situez-vous ?

Diane De Courcy et Jean-François Lisée, dans une lettre à *The Gazette* le 16 mai dernier, avaient montré une ouverture à nos trois demandes : que les municipalités puissent décider quand révoquer leur caractère bilingue, que les enfants de militaires puissent continuer d'avoir droit à une exception sur la langue d'éducation et que la francisation des PME de 26 à 50 employés soit incitative et non coercitive. Je crois que le PQ va accepter la première condition. Dans le cas des militaires, ce sera probablement retiré du projet de loi. Le vrai accrochage, c'est sur les PME. Elles doivent travailler en français, mais mieux vaut la sensibilisation pour l'instant, parce que l'État n'est pas en mesure d'offrir les services d'aide à la francisation requis, même lorsque les entreprises le demandent. Mais on est conscient, contrairement aux libéraux, qu'il y a du travail à faire.

On verra si le gouvernement ira dans le sens de la lettre de Lisée et De Courcy, ou si les purs et durs du PQ vont vouloir faire marche arrière et tout bloquer.

Vous êtes troisième dans les intentions de vote, sous la barre des 27 % obtenus aux

dernières élections. Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ?

Les gens s'intéressent moins à la politique entre les campagnes électorales. Et il y a le cynisme. Je ne blâme d'ailleurs pas les gens, avec ce qu'on entend à la commission Charbonneau. Il ne faut pas baisser les bras, mais porter notre message. On a fait des propositions, déposé des projets de loi, mais les gens semblent ne pas porter attention.

Voyez-vous l'automne comme un échauffement électoral avant le déclenchement d'une campagne autour du budget, en mars ou avril ?

On va beaucoup parler d'économie cet automne. Ce sera le moment de vérité pour le PQ. Le gouvernement n'a pas réussi à réduire l'écart de richesse entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord, et on prévoit une croissance économique plus faible au Québec qu'ailleurs pendant les deux prochaines années. Le Parti libéral, sans chef lors du dernier budget, n'a pas eu le choix de le laisser passer. Mais la prochaine fois, si le PQ ne change pas de cap sur le plan économique, on va voter contre le budget et le PLQ lui aussi probablement. On va donc se diriger vers des élections au printemps 2014.

Est-ce que l'atteinte du déficit zéro serait suffisante pour que vous appuyiez le budget ?

Non. Il faut des mesures pour relancer l'économie et réduire l'écart de richesse. Quand on considère le PIB par habitant, cet écart est rendu à 12 % par rapport à l'Ontario, 23 % par rapport au reste du Canada et 37 % par rapport aux États-Unis. C'est énorme et il grandit. Il est impossible de penser à conserver nos programmes sociaux, à les améliorer et à se donner un répit fiscal si on n'améliore pas ça.

Si les sondages sont mauvais pour vous au moment du dépôt du budget, serez-vous tout de même prêt à déclencher des élections ?

« *Just watch me* », comme disait l'autre ! Je suis revenu en politique pour faire des changements. Je ne tolérerai pas que le Québec aille dans la mauvaise direction, même si des sondages disent que ce n'est pas le temps d'aller en élections. La décision est assez claire. Il y

a un avertissement : si le PQ ne change pas de direction concernant l'économie, on votera contre le budget, peu importe les sondages.

En matière de financement, la CAQ a amassé 87 000 dollars dans la première moitié de 2013. C'est moins que Québec solidaire, qui en a amassé 118 000, et beaucoup moins que le PQ, qui est à 546 000 dollars. Qu'est-ce qui se passe ?

On n'a pas commencé notre financement encore. On n'a pas fait d'appels. Ça va augmenter cet automne.

Aurez-vous des finances en assez bon état pour faire une campagne nationale digne de ce nom ?

Il n'y a aucun doute. On aura plus d'argent que lors de la dernière campagne, notamment en raison des allocations de l'État. On a obtenu 1,2 million de votes aux dernières élections, pas très loin du PQ (1,4 million) et du PLQ (1,3 million). Notre système électoral fait en sorte qu'on a obtenu seulement 19 députés, mais l'allocation est établie en fonction du nombre de votes obtenus. La CAQ reçoit 2,5 millions de dollars par année qui vont au parti, et 1,5 million pour l'aile parlementaire. En 2012, on a fait une campagne avec beaucoup moins d'argent que ça.

À la prochaine campagne électorale, vous n'aurez peut-être pas l'effet de nouveauté que vous aviez en 2012. Vous n'aurez peut-être pas de Jacques Duchesneau dans votre manche. Comment comptez-vous vous démarquer ?

Ce n'est pas tellement la nouveauté que le changement qui importe. La dernière fois, on n'a pas réussi à rallier toute la population avec nos idées. On n'a pas été capable d'apporter un certain espoir. Le message était trop centré sur le ménage. On va pouvoir combler cette lacune avec le projet Saint-Laurent, qui touche la qualité de vie des gens et les bons emplois. Le ménage, ça visait à donner un répit fiscal aux gens, mais on a davantage entendu parler des coupes que des bienfaits qui allaient en résulter pour les Québécois.

On a eu la tragédie de Lac-Mégantic cet été. À quel point la réaction du gouvernement,

plutôt efficace, peut changer la donne et lui donner un élan ?

Mme Marois et le PQ ont bien géré la crise. Ça peut leur donner un élan, mais il sera temporaire. Ça ne change pas mes plans. Je continue à sentir une grogne contre le gouvernement.

Est-ce qu'il y a des leçons politiques à tirer de cette catastrophe ?

Oui, mais les chemins de fer sont davantage de compétence fédérale. La question de la sécurité dans les transports est importante. J'ai été très surpris qu'il puisse n'y avoir qu'un seul conducteur dans un train. Je viens du milieu de l'aviation, où c'est impensable qu'il n'y ait qu'un pilote dans l'avion. Imaginez s'il a un malaise cardiaque ou un problème de santé ! Le fédéral devra y voir. Cette catastrophe va aussi relancer le débat sur la pertinence des oléoducs et l'exploitation du pétrole. Mais il ne faut pas être naïf et se mettre la tête dans le sable : on va continuer à consommer du pétrole, et il faut le transporter au Québec d'une manière ou d'une autre.

Vous êtes en faveur des projets d'oléoduc vers le Québec. Pourquoi ?

Il faut être prudent quand on passe près des zones habitées, mais c'est une méthode de transport assez efficace, plus sécuritaire que le train. À partir du moment où on augmente l'offre, tout le monde ne peut qu'être gagnant, autant les consommateurs que les entreprises. Il y a des chances, même si ce n'est pas certain, que le prix du pétrole soit plus bas. Si ces projets ne voient pas le jour, on continuera à importer et transporter par bateau du pétrole de l'Algérie et de la Russie. Ce n'est pas vraiment mieux. On fait encore partie du Canada, alors autant l'importer de l'Ouest. On profitera indirectement des bénéfices grâce à la péréquation.

L'argument de l'exploitation néfaste des sables bitumineux, plus polluants que d'autres sources de pétrole, ne vous convainc pas ?

Tout le pétrole exploitable dans les 50 prochaines années sera exploité, alors qu'il se rende au Québec ou ailleurs, ça ne change rien. Autant l'utiliser ici.

La question des déficits des régimes de retraite est un débat important. Il y a eu le rapport d'Amour. Vous en pensez quoi ?

Ce n'est pas le temps d'ajouter une rente à 75 ans, comme le propose le rapport. Ce n'est pas une priorité. On doit plutôt cibler le problème des déficits des caisses de retraite des municipalités, qui se situe autour de cinq milliards de dollars. C'est un gros problème. La rémunération des employés municipaux excède de 20 % à 30 % celle des fonctionnaires de l'État québécois pour des tâches comparables. Il doit y avoir une négociation entre les employés et les villes. Ce n'est pas à l'ensemble des contribuables, qui souvent n'ont pas de régime de retraite, de payer pour ces déficits. Les villes devraient pouvoir imposer des conventions collectives comme le gouvernement du Québec peut le faire au moyen de lois spéciales.

On vous a reproché dans le passé d'être parfois éparpillé, de passer d'un sujet à l'autre, sans ligne directrice...

C'est Alec Castonguay surtout qui m'a fait ce reproche ! [Sourire.]

C'est vrai, je l'ai déjà écrit, mais je ne suis pas le seul. Avez-vous l'impression que ça vous nuit ? Que l'identité de la CAQ n'est pas claire.

Non, je persiste et signe. Je ne peux pas croire qu'on ne peut pas mener trois ou quatre dossiers de front au Québec. Souvent, les dossiers sont liés. L'enjeu du nombre d'élus à Montréal, par exemple, est directement lié à la corruption. C'est plus difficile de surveiller l'attribution des contrats et de définir des règles quand tous les arrondissements ont leur propre manière d'accorder des contrats.

Nous, on travaille sur quatre grands enjeux depuis un an et on va continuer à le faire. La lutte contre la corruption, la création d'emplois payants, le répit fiscal et l'identité, notamment la langue et les valeurs québécoises. Je ne peux pas croire que les journalistes ne sont pas capables de mener quatre dossiers de front.

Rentrée parlementaire Legault veut remplacer le PLQ comme parti de l'économie

Écrit par Alec Castonguay

Mercredi, 21 Août 2013 18:04 -

Là où il y a une difficulté, c'est que les gens au Québec sont habitués d'être divisés entre souverainistes et fédéralistes, mais aussi entre la gauche et la droite. Proposer des solutions autant à gauche qu'à droite, ça peut sembler éparpillé, mais ce n'est pas le cas. La polarisation entre la gauche et la droite, ça bloque tout. C'est un vrai problème, et pas seulement au Québec. On le voit aux États-Unis, entre les démocrates et les républicains. Je ne veux pas que ça nous arrive au Québec. Le vrai débat, c'est le changement contre le *statu quo*.

Vous n'aimez pas qu'on dise que vous êtes un parti de droite ?

Moi, c'est le Québec d'abord, peu importe la solution. Je ne me définis pas comme un parti de droite. Ça achale les gens, ils voudraient me mettre dans une petite case. Quand je dis qu'il faut faire le ménage, j'ai l'air à droite, quand je dis qu'il faut exiger des entreprises de génie qu'elles remboursent ce qu'elles ont volé, j'ai l'air à gauche. Donner un répit fiscal aux Québécois, ce n'est ni à gauche ni à droite. Investir en éducation, ce n'est ni à gauche ni à droite. J'aime mieux me dire pragmatique. J'y tiens.

- [Suivre @Alec_Castonguay](#)
- [Tweeter](#)
-

Cet article [Rentrée parlementaire : Legault veut remplacer le PLQ comme parti de l'économie](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Rentrée parlementaire Legault veut remplacer le PLQ comme parti de l'économie](#)